

MOTION DE SOUTIEN

Le 6 aout 2019, le gouvernement adoptait la loi de transformation de la fonction publique qui porte gravement atteinte au statut et aux conditions de travail de l'ensemble des fonctionnaires des trois versants.

Cette loi régressive vient remettre en question :

- les instances paritaires par la fusion des CHSCT et CT
- les déroulements de carrière avec la limitation des avancements et promotions
- le sens du service public avec les détachements d'office et l'externalisation
- la restriction des libertés par l'encadrement du droit de grève
- la durée du temps de travail et le droit au repos par le vol de congé

-...

Pour les fonctionnaires c'est inacceptable et NON ils ne travailleront pas une minute de plus. Sur plusieurs territoires de notre département la lutte s'est engagée contre les employeurs publics.

Les congressistes demandent l'abrogation de cette loi rétrograde et démagogique.

Les congressistes demandent aux employeurs publics de prendre l'engagement de ne pas appliquer cette loi.

A Oissel, Canteleu, Petit-Quevilly, Dieppe, Saint-léger du Bourg Denis, Fécamp, Grand-Couronne, le Havre, Rouen et dans plusieurs autres collectivités les luttes ont été suivies massivement par les agents et elles ne sont pas terminées.

Nous sommes déterminés et nous appelons l'ensemble des camarades de l'interpro à travers leurs syndicats, les unions locales et l'union départemental à venir défendre le service public et à soutenir toutes les grèves, blocages, manifestations,....

Ensemble revendiquons :

- Une diminution de 10% du temps de travail permettant le passage au 32H
- Une augmentation de 10% des effectifs
- Une revalorisation immédiate de 10% de la rémunération et le dégel du point d'indice
- La titularisation immédiate de tous les emplois précaires
- Le recrutement au statut de tous les nouveaux agents
-